



Veille

CENTRE D'ÉTUDES
ET DE PROSPECTIVE



Novembre 2017

Bonjour,

Veillez trouver ci-dessous la nouvelle sélection du blog de veille du Centre d'études et de prospective du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (<http://veillecep.fr/>).

NB : La veille éditoriale du CEP est une activité de sélection d'informations extérieures au ministère, réalisée à partir de nombreuses sources de différentes natures (médias, institutions nationales et internationales, think tanks, instituts de recherche, etc.). Il ne s'agit pas de productions du ministère et les informations sélectionnées ne présentent pas la position officielle de celui-ci.

Julia Gassie

Chargée de mission Veille et Alimentation
Centre d'études et de prospective

Sommaire

AGRICULTURE.....	2
ÉVALUATION.....	6
RESSOURCES NATURELLES.....	8
ALIMENTATION - SANTÉ.....	9
SYSTÈMES ALIMENTAIRES.....	12
OUVRAGES.....	14
PORTRAIT.....	17
BRÈVES.....	18
ÉVÉNEMENTS À VENIR.....	24

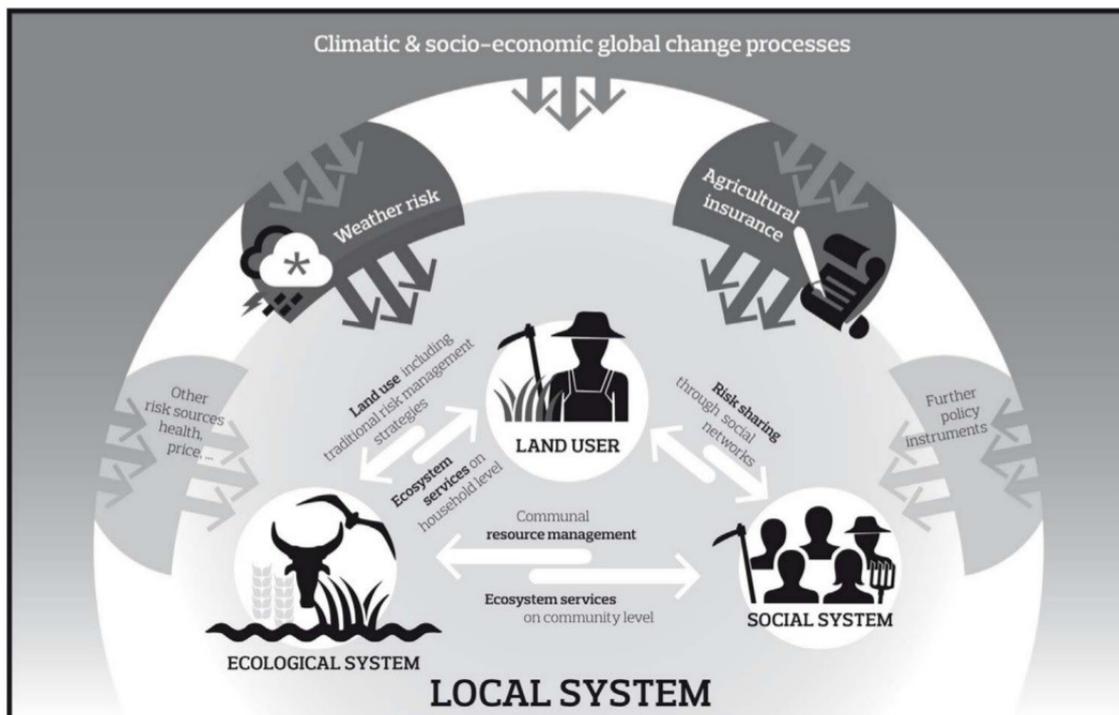
AGRICULTURE

Comment éviter les effets contre-productifs des assurances climatiques ?

Les risques liés aux aléas météorologiques sont un sujet croissant d'inquiétudes pour les agriculteurs, notamment à cause du changement climatique. Pour les gérer, de plus en plus de pays mettent en place des assurances dédiées, qui compensent les pertes des agriculteurs en cas d'événements climatiques extrêmes. Dans un article publié en septembre dans la revue *Global Environmental Change*, des chercheurs allemands et américains passent en revue la littérature consacrée (études de cas dans divers pays) aux impacts de ces mécanismes d'intervention sur les décisions des agriculteurs et donc sur les agro-écosystèmes. Ils identifient des effets potentiellement contre-productifs des assurances climatiques et suggèrent quelques principes de base pour la conception de ces instruments économiques.

Les agriculteurs gèrent différemment les risques, en fonction notamment de leurs attitudes face aux aléas, du contexte environnemental et des revenus du foyer. Dans ce cadre, l'introduction d'assurances climatiques peut modifier les décisions d'usage des terres et de pratiques agricoles. Ces changements dépendent du type d'assurance proposé (par exemple, assurance contre le risque climatique, les variations de rendements ou les fluctuations du revenu) et ils affectent le flux de services écosystémiques produits, comme l'illustre la figure ci-dessous. Les auteurs identifient notamment deux impacts négatifs potentiels. Les assurances peuvent favoriser l'adoption de pratiques agricoles et de choix de production plus risqués, qui réduisent la résilience des agrosystèmes (par exemple passage à des cultures de rente aux dépens de cultures résistantes aux sécheresses) ; elles peuvent également favoriser l'expansion des surfaces cultivées dans des zones écologiquement vulnérables.

Rôle des assurances et interactions avec les systèmes socio-écologiques



Source : *Global Environmental Change*

Les auteurs proposent quelques améliorations de ces assurances agricoles : reconnaître et promouvoir la diversification comme outil de gestion du risque, à l'instar de ce que fait depuis 2015 le *Whole Farm Revenue Program* américain ; concevoir les contrats sans évincer les stratégies de gestion du risque pré-existantes ; favoriser leur accès aux exploitations produisant des bénéfices écologiques. Par exemple, des subventions à la souscription d'assurances pourraient être versées aux exploitations adoptant des pratiques durables.

Estelle Midler, Centre d'études et de prospective

Source : *Global Environmental Change*

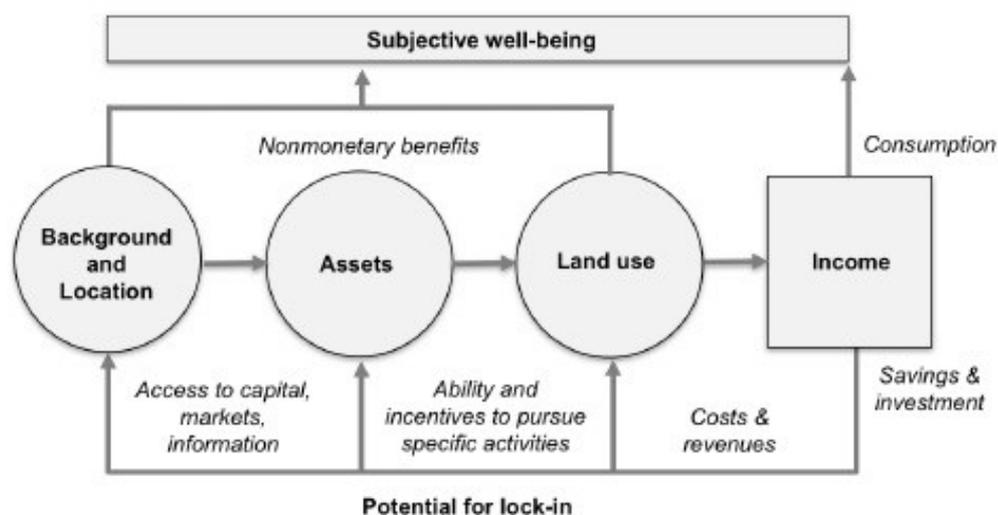
<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0959378016304204>

Accompagner les transitions en prenant en compte la contribution de certaines productions à la qualité de la vie rurale

Une équipe internationale de chercheurs a récemment publié, dans *Ecology and Society*, le résultat de ses travaux visant à mieux modéliser la décision d'allocation des terres au Brésil, en intégrant des facteurs autres qu'économiques, en particulier l'impact sur le bien-être perçu des ménages. Partant du constat que, en dépit de tous les efforts, le défrichement de la forêt amazonienne pour des pratiques pastorales extensives se poursuit à un rythme soutenu au Brésil, ils ont tenté de mesurer la part des différents facteurs dans les décisions d'usage des terres, pour rendre plus efficaces les politiques publiques consacrées notamment à la lutte contre la déforestation. De fait, alors que les revenus à l'hectare tirés de l'élevage bovin extensif, de type *ranching*, sont particulièrement faibles, avec d'importants impacts négatifs sur l'environnement, les mesures d'accompagnement du développement de productions plus rémunératrices (soutien des revenus, accès au crédit, aides à l'installation) se révèlent inefficaces.

Après avoir comparé les revenus à l'hectare des différents types d'exploitation, les auteurs ont, dans un premier temps, introduit dans leur modèle d'allocation les différents facteurs de production : accès au crédit, aux marchés, capacité et incitations à changer d'orientation, etc. Puis, dans un second temps, ils ont cherché à mesurer la relation entre les décisions d'allocation et la perception de leur bien-être par les ménages agricoles.

Facteurs liés à l'activité agricole agissant sur la perception du bien-être des ménages ruraux



Source : *Ecology and Society*

Pour ce faire, ils ont utilisé les résultats de différentes enquêtes menées en 2010 et 2011 au niveau des exploitations, dans deux régions de l'est de l'Amazonie (Santarém, Paragominas). Ces enquêtes très complètes (caractéristiques de l'exploitation, résultats économiques, origines géographiques et sociales de la famille, formation, insertion dans le tissu social, perception du bien-être, etc.), portaient sur plus de 600 familles et près de 500 exploitations réparties selon 6 systèmes de production, en plus de l'élevage bovin extensif : mixte (cultures-élevage bovin), cultures diverses, autres productions animales, soja, cultures spécialisées, cultures vivrières.

Si le *ranching* génère de faibles revenus, à la fois par hectare et par exploitation, il reste le système majoritairement adopté par les agriculteurs originaires de la région du Nord-Est. En dépit de ses performances économiques et environnementales médiocres, il est perçu comme concourant à la qualité de la vie rurale, par ses dimensions culturelles et sociales. Un aspect à intégrer dans le design des politiques visant à accompagner une transition vers des systèmes plus rémunérateurs et plus respectueux de l'environnement.

Muriel Mahé, Centre d'études et de prospective

Source : *Ecology and Society*

<https://www.ecologyandsociety.org/vol22/iss3/art27/ES-2017-9364.pdf>

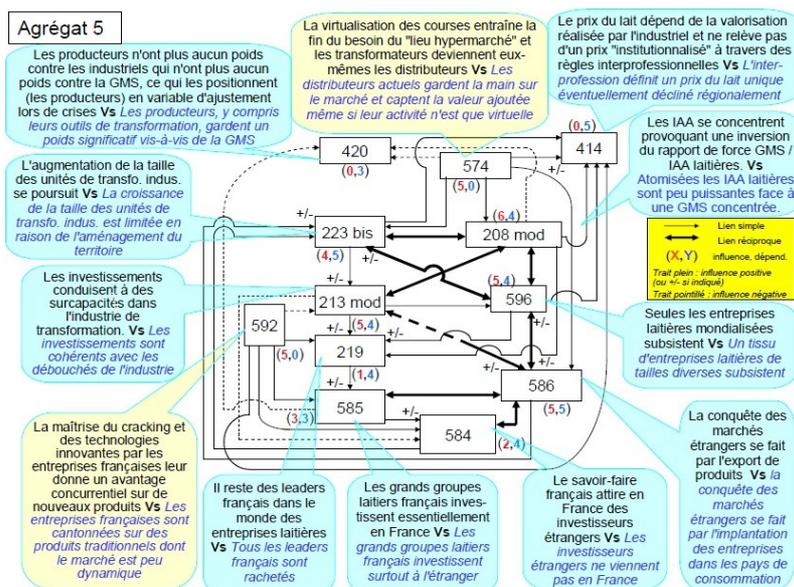
FranceAgriMer publie un rapport prospectif sur la filière lait de vache

FranceAgriMer a publié à l'automne 2017 le [rapport](#) issu d'un chantier prospectif sur la filière lait de vache. Celui-ci présente les scénarios développés, mais reprend aussi tous les travaux et présentations techniques qui ont alimenté les réflexions du groupe dédié, et détaille la méthode utilisée par ce groupe.

De nombreuses études et recherches portant sur la filière laitière, ou sur des réalités l'influençant directement, ont ainsi été compilés dans le rapport : acteurs et filières, recherche et développement, compréhension et évolution de la demande, modifications des réglementations. Sur la base de ces éléments, les participants ont élaboré, au fur et à mesure, des hypothèses sur l'avenir, qui ont constitué les briques élémentaires de la construction des scénarios prospectifs.

Cette prospective a utilisé la méthode SYSPAHMM (SYStème - Processus - Agrégat d'Hypothèses - Microscénarios – Macroscénarios), de l'Inra, qui repose sur la construction d'un corpus commun d'hypothèses déterminantes pour les tendances futures. Ces hypothèses élémentaires, issues de l'expertise des membres du groupe, doivent pouvoir être écrites dans deux sens opposés (ex. « Le prix des terres agricoles en France augmente » *versus* « Il n'y a pas d'évolution importante du prix des terres agricoles en France »). Après avoir été regroupées, triées et complétées, 87 hypothèses élémentaires ont finalement été retenues. Elles ont rejoint une matrice d'interdépendances entre hypothèses, dans laquelle les participants ont détaillé, pour chacune, les influences directes, et éventuellement leur sens. Cette matrice (87 lignes et colonnes) permet d'établir des agrégats où les liens entre hypothèses sont les plus denses, ces agrégats constituant ensuite le socle de la rédaction des micro-scénarios.

Exemple : agrégat d'hypothèses n°5



Source : FranceAgriMer

Chaque hypothèse pouvant être lue dans les deux sens, le cheminement au sein des sept agrégats retenus a débouché sur trente micro-scénarios, ensuite regroupés en **quatre scénarios globaux** pour la filière à l'horizon 2030. Ils sont intitulés « Lait *high-tech* et démondialisation », « La spirale concurrentielle », « Une filière laitière conquérante et régulée » et « Le défi de la régression ». Au-delà d'un travail très fouillé sur les enjeux du secteur laitier, ce rapport souligne quelques grands défis pour les années à venir : quels modèles d'exploitations laitières pour quels marchés ? Avec quels systèmes de productions et sur quels territoires ? Quelles évolutions des acteurs de la filière et de leurs relations ? etc.

Principaux traits du scénario « Lait *high tech* et démondialisation »

Contexte général	Contexte filière	Acteurs	Marchés & produits
C.C. progressif Anti GES	Epizooties Traitement du lait	Répartition des rôles entre familles de la filière	Consommation augmente en Europe et dans les Pays-Tiers
Crise économique et financière forte	Lait bon pour la santé source de protéine		Contrats (entre OP et transformateurs)
	Pas de concurrence avec protéines végétales	Logistique de la distribution performante	Marché de la poudre valorisé
	Echanges internationaux restreints aux poudres high tech	Investissements en pays de conso	Marchés locaux (Pays, régions,...)
Politique de maintien des activités sur le territoire	élevage intensif (modèle dominant)	achat d'aliments (modèle dominant)	Production européenne limitée
	Prix du foncier agricole croissant	automatisation poussée (modèle dominant)	Développement de nouveaux pays producteurs
Régulation publique soutien 2 nd pilier	Élevages sont répartis pour occuper le territoire		

Source : FranceAgriMer

Jean-Noël Depeyrot, Centre d'études et de prospective

Source : FranceAgriMer

<http://www.franceagrimer.fr/Stockage-Actualites/Lait/2017/Prospective-filiere-lait-de-vache-edition-Aout-2017/%28filiere%29/539/%28nodeActu%29/546>

ÉVALUATION

États-Unis : la loi de modernisation de la sécurité sanitaire des aliments favorisera les producteurs qui appliquent déjà des normes privées

La mise en œuvre progressive, aux États-Unis, de la nouvelle loi de modernisation de la sécurité sanitaire des aliments (*Food safety modernization act*, FSMA), entre 2016 et 2022, est susceptible d'avoir d'importants impacts économiques dans le secteur agricole, encore difficiles à mesurer. Un [article](#), paru dans *Applied Economic Perspectives and Policy*, propose une simulation *ex ante* des effets de cette nouvelle réglementation sur les différents types de producteurs.

La FSMA renforce les normes sanitaires pour l'ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire, de la production à la distribution, et étend le pouvoir réglementaire et de contrôle de la Food and Drug Administration. Au niveau de la production agricole, par exemple, la norme « *Produce safety rule* », qui concerne les fruits et légumes frais destinés à être consommés crus, prévoit des [obligations nouvelles](#) soumises à inspection en matière de qualité de l'eau, d'hygiène ou de gestion du risque de contaminations par les fèces. Elle s'imposera à partir de 2020 aux producteurs dont le chiffre d'affaires dépasse 500 000 \$.

Pour évaluer les effets des nouvelles obligations sur les revenus des producteurs, et donc identifier les gagnants et les perdants, des simulations ont été réalisées sur le secteur de la tomate fraîche. Cette industrie se caractérise par une part importante d'importations (Mexique et Canada), une forte pénétration des normes privées, dont certaines rendues obligatoires (Floride, Californie), et une part importante de petits producteurs qui bénéficieront d'exemptions dans le cadre de FSMA.

Les résultats des simulations montrent que les producteurs appliquant déjà la norme privée GAP (Good Agricultural Practices), utilisée par les grands groupes de la distribution américaine, bénéficieraient d'une hausse de 24 % des revenus et de 7 % des parts de marché. Les gros producteurs seraient globalement gagnants, en raison notamment des économies d'échelle dans la mise aux normes, avec une hausse de 7 % du revenu. Les petits producteurs subiraient en revanche une baisse de 40 %, malgré les nombreuses exemptions prévues à leur égard. Enfin, les producteurs américains seraient gagnants vis-à-vis des pays tiers, car les importateurs devront s'assurer du respect des nouvelles règles, ce qui devrait augmenter le coût des produits importés.

Alexandre Martin, Centre d'études et de prospective

Source : *Applied Economic Perspectives and Policy*

<https://academic.oup.com/aep/article-abstract/doi/10.1093/aep/ppx039/4566544>

Impacts attendus des accords de libre-échange UE-Australie et UE-Nouvelle-Zélande sur le commerce de produits agricoles

En septembre 2017, la Commission européenne a publié une évaluation *ex ante*, réalisée par *LSE Enterprise* et la DG TRADE, des effets attendus d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et la Nouvelle-Zélande (NZ) et entre l'UE et l'Australie. L'objectif de cette évaluation est d'appuyer les négociations que la Commission devrait engager avec les deux pays partenaires [avant la fin de l'année](#).

Suite à une consultation publique, deux scénarios ont été construits à partir d'un modèle d'équilibre général et comparés à la situation actuelle, caractérisée par des accords bilatéraux ciblés sur les produits industriels (Australie et NZ), les produits animaux (NZ) et le vin (Australie), et couvrant uniquement certaines barrières non tarifaires. Le premier scénario repose sur la signature d'un accord avec chaque pays, comprenant une élimination des barrières tarifaires sur

tous les produits provenant de l'UE, et un maintien de certains droits de douane par l'UE pour les produits agricoles sensibles (riz, céréales, sucre, fruits et légumes, viandes de ruminants et produits laitiers). Le second scénario envisage des accords avec une élimination des droits de douane sur tous les produits de la part des deux parties, et une réduction des barrières non tarifaires de 10 % sur les produits industriels de la part de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Les simulations réalisées pour les deux scénarios montrent que, de manière générale, les exportations de l'UE vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande augmenteraient davantage que celles des deux pays partenaires vers l'Union. La situation est en revanche inversée pour les échanges de produits agricoles, principalement du fait d'un niveau initial de protection du marché européen élevé dans ce secteur. Pour chacun des deux scénarios, l'accord UE-Australie entraînerait notamment une augmentation des exportations européennes de produits laitiers (respectivement de 48 % et 49%) et des exportations australiennes de viandes de ruminants (1 % et 539 %), de produits laitiers (1 % et 86 %), de sucre (1 % et 124 %), de céréales (1 % et 53 %) et de riz (1 % et 113 %). L'accord UE-NZ accroîtrait les exportations européennes de viandes de porc (40 % et 42 %) et de produits laitiers (27 % et 29 %). Du côté néo-zélandais, les exportations augmenteraient dans les deux scénarios pour les fruits et légumes (39 % et 38 %) et les oléagineux (21 % et 20 %), et uniquement dans le deuxième scénario pour les produits laitiers (134 %), le sucre (425 %), le riz (35 %) et les viandes de ruminants (25 %).

Estimations des impacts de l'accord de libre-échange avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande selon deux scénarios

Table 1: GDP, welfare and overall exports results (long term)

Variable	Scenario	EU	Australia	New Zealand
GDP (% change)	Conservative	0.01	0.13	0.28
	Increased liberalisation	0.02	0.20	0.52
GDP gain (€ billion*)	Conservative	2.1	2.7	0.7
	Increased liberalisation	4.9	4.2	1.3
Welfare gain (€ billion*)	Conservative	2.6	0.9	0.4
	Increased liberalisation	4.8	1.8	0.6
EU-AustraliaUS bilateral exports (% change)	Conservative	16.4	6.9	-
	Increased liberalisation	33.3	11.1	-
EU-New Zealand bilateral exports (% change)	Conservative	14.2		10.5
	Increased liberalisation	32.4		22.2

* US dollars were converted to Euros as \$1.1095 to €1 (ECB)

Source : Commission européenne

Raphaël Beaujeu, Centre d'études et de prospective

Source : Commission européenne

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/10102/2017/EN/SWD-2017-289-F1-EN-MAIN-PART-1.PDF>

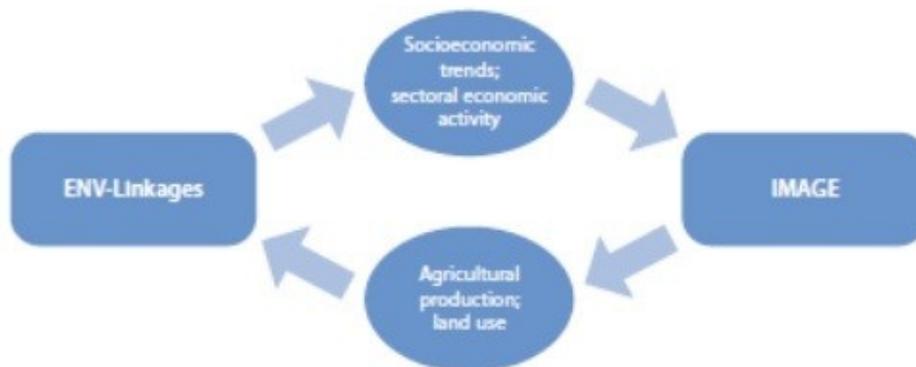
RESSOURCES NATURELLES

Quantifier l'impact d'un accès restreint à l'eau, aux énergies fossiles et à la terre sur l'économie mondiale et les équilibres régionaux

Tel est l'objectif ambitieux poursuivi par l'OCDE, dans une publication récente, où l'agriculture et la forêt occupent une position centrale.

Les interactions entre le sol, l'eau et l'énergie sont complexes et cruciales pour les activités humaines. Le changement climatique pourrait accentuer ou déplacer la pression sur les ressources naturelles, avec des conséquences multiples sur l'économie globale et les grands équilibres régionaux, en matière de croissance et de flux commerciaux, et plus particulièrement pour certains secteurs (agriculture, énergie). Pour mesurer ces impacts, l'OCDE a relié deux modèles complémentaires : *ENV-Linkages*, modèle d'équilibre général qui représente le fonctionnement de l'économie au niveau mondial et de grandes régions, et *Image*, modèle biophysique qui analyse, en fonction des conditions climatiques, la disponibilité et la consommation des ressources naturelles, ainsi que leur efficacité. L'agriculture, très dépendante des trois facteurs sol-eau-énergie, est le principal lien entre les deux modèles, par le biais des rendements et des surfaces utilisées (données obtenues à partir d'*Image*). La pression anthropique liée au développement économique issue d'*ENV-Linkages* est réinjectée à son tour dans le modèle *Image*.

Schéma présentant le fonctionnement de la liaison entre les deux modèles utilisés



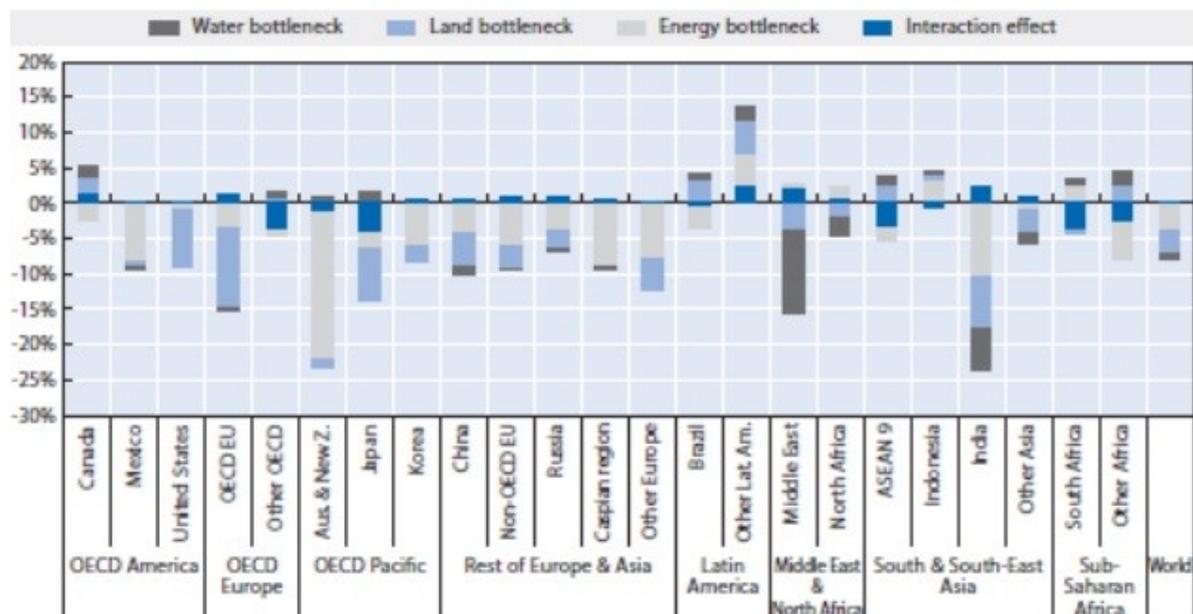
Source : OCDE

Afin d'identifier les impacts d'une raréfaction de l'une ou l'autre des ressources étudiées, plusieurs scénarios ont été testés et comparés à un scénario tendanciel, à l'horizon 2060. Dans le cas agricole par exemple, la restriction d'accès à l'un des facteurs conduit à des modifications de consommation des deux autres :

- la baisse de la ressource en eau de surface débouche sur des évolutions contrastées des surfaces agricoles, selon les régions, en fonction de leur degré de dépendance aux gisements aquifères ;
- un moindre accès aux énergies fossiles provoque une augmentation des usages non alimentaires des produits agricoles, et se traduit par une hausse des surfaces cultivées et un recul des surfaces forestières.

Les impacts cumulés de ces restrictions d'accès sont également calculés : dans certaines régions, l'effet total sur l'agriculture est moins important que la somme des trois chocs, en raison d'une meilleure optimisation de l'utilisation des ressources. Enfin, lorsque le changement climatique est introduit, il conduit à une amplification des impacts cumulés sur l'agriculture.

**Variations de la valeur ajoutée agricole selon les différents scénarios à 2060,
en écart par rapport au scénario de référence**



Source : OCDE

Muriel Mahé, Centre d'études et de prospective

Source : OCDE

<http://www.oecd.org/regional/the-land-water-energy-nexus-9789264279360-en.htm>

ALIMENTATION - SANTÉ

Faut-il informer le consommateur sur la réduction du gaspillage alimentaire ou sur le recyclage de ses restes ?

Deux chercheurs de l'université de l'Ohio, aux États-Unis, ont publié en octobre, dans *l'American Journal of Agricultural Economics*, les résultats d'une expérience sur la réduction du gaspillage alimentaire en fonction du niveau de connaissance des consommateurs sur le devenir des restes de leurs assiettes et sur leur impact environnemental.

Dans cette expérience, 237 sujets ont été conviés à des déjeuners gratuits au cours desquels différentes informations étaient communiquées : l'impact environnemental du gaspillage et son atténuation par le recyclage et le compostage leur ont (ou non) été exposés ; à certains, il a également été dit que les restes de leur repas seraient compostés et recyclés ; et à d'autres, qu'ils finiraient au contraire à la décharge. Selon la méthodologie de l'économie expérimentale, les paramètres susceptibles d'influencer les choix des personnes ont été contrôlés, notamment grâce aux questionnaires remplis par les participants à la fin du déjeuner. Un modèle théorique a été développé pour comprendre les mécanismes sous-jacents aux effets observés, et, pour tester ces mécanismes, les observations ont fait l'objet d'analyses économétriques poussées.

Information utilisée dans l'expérience sur l'impact environnemental du gaspillage alimentaire et son atténuation par le recyclage



Source : *American Journal of Agricultural Economics*

Les résultats montrent sans ambiguïté que, si la quantité de nourriture commandée reste la même dans tous les cas, les consommateurs gaspillent moins (de 77 à 85 %) lorsqu'ils ont connaissance de l'impact environnemental de leurs gestes. L'élément le plus frappant est que cet effet significatif disparaît s'ils savent que leurs restes seront compostés ou recyclés.

Pour les auteurs, ces résultats impliquent que la promotion de politiques de réduction de l'impact environnemental du gaspillage alimentaire au niveau global (ex. compostage) peut saper l'efficacité de celles visant à diminuer la quantité de déchets au niveau individuel. Cette analyse est importante dans un contexte où les pouvoirs publics américains tendent à juxtaposer aujourd'hui différentes actions de ce type sans considérer leurs possibles interactions. Elle peut également s'avérer utile pour les entreprises de restauration hors foyer cherchant à améliorer leur empreinte environnementale : selon ces travaux, elles gagneraient à communiquer sur les bénéfices de la réduction du gaspillage plutôt que sur leurs propres efforts de recyclage.

Vanina Forget, Centre d'études et de prospective

Source : *American Journal of Agricultural Economics*

<https://academic.oup.com/ajae/article-abstract/99/5/1159/4107135?redirectedFrom=fulltext>

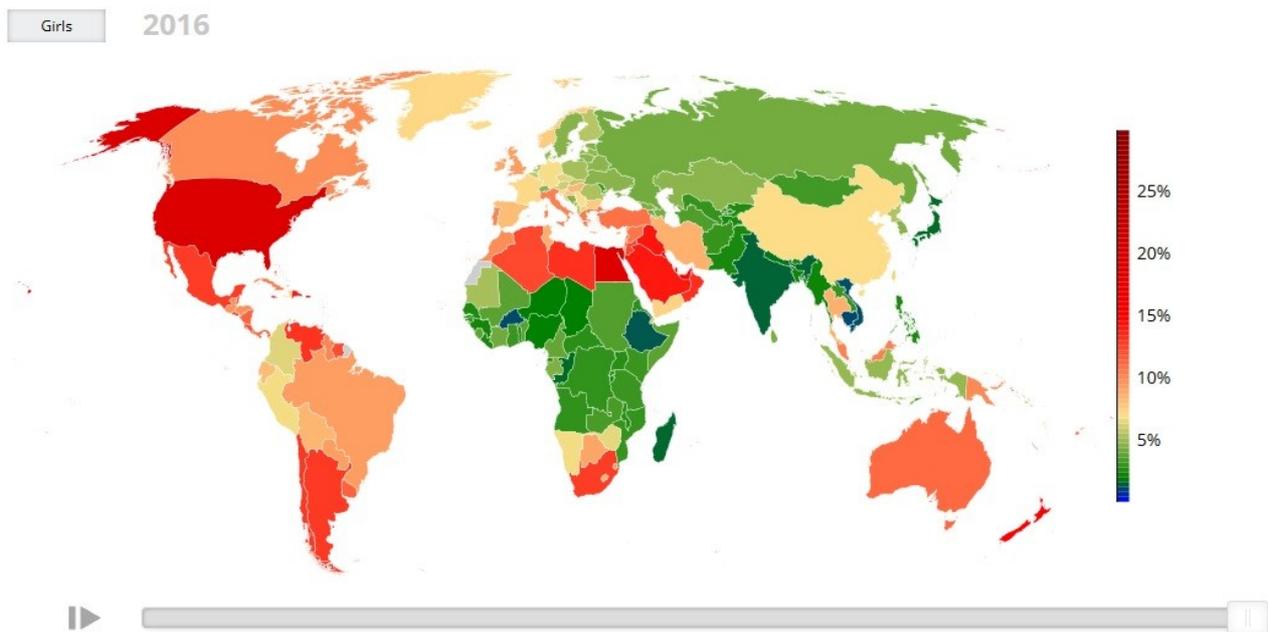
Tendances mondiales du sous-poids, du surpoids et de l'obésité : évolution de l'indice de masse corporelle entre 1975 et 2016

Publiée en octobre dans *The Lancet*, cette étude, financée par le programme [AstraZeneca Young Health](#) et la fondation [Wellcome](#), et menée par un [collectif](#) de chercheurs (NCD Risk Factor Collaboration), renseigne sur les tendances mondiales de l'indice de masse corporelle (IMC) de 1975 à 2016. Elle se base sur la recherche bibliographique, dans [Medline](#), d'articles publiés entre

1950 et 2017, regroupant 2 416 études de population, concernant 128,9 millions de personnes, dont 31,5 millions entre 5 et 19 ans. Un modèle bayésien a été utilisé pour estimer les tendances dans 200 pays.

L'article présente plus précisément les résultats chez les jeunes de 5 à 19 ans. Il montre que la prévalence mondiale de l'obésité a connu une augmentation importante entre 1975 et 2016, passant en moyenne de 0,7 à 5,6 % chez les filles, et de 0,9 à 7,8 % chez les garçons. Le nombre d'individus obèses, pour cette tranche d'âge, a ainsi augmenté de 11 millions à 124 millions sur cette période. L'élévation de l'IMC des enfants et des adolescents a été particulièrement marquée dans les pays à haut revenu (États-Unis, [Australie](#), Canada, certains pays d'Europe), mais s'est aussi accélérée dans certaines parties de l'Asie et en Afrique centrale, orientale et occidentale. Parmi les régions du monde où l'obésité a le plus augmenté, jusqu'à atteindre 30 %, figurent des îles de l'Océanie (Nauru, Îles Cook, Palau, Samoa, Tahiti). Une [présentation interactive](#) permet de visualiser l'ensemble des données (exemple ci-dessous).

Pourcentage de filles (de 5 à 19 ans) en surpoids en 2016, dans les différents pays



*Obesity refers to BMI >2SD from the median of the WHO growth reference.
Age-standardised estimates for children and adolescents aged 5 to 19 years.*

Source : [NCD-RisK](#) (capture d'écran)

Selon les auteurs, dans certaines régions, la transition entre l'insuffisance pondérale et le surpoids a été si rapide que les organismes humains n'ont pas pu s'adapter à ces changements de régime, et les campagnes des ONG restent plus axées sur la sous-nutrition que sur les risques liés au surpoids. En 2022, il devrait y avoir, à l'échelon mondial, plus de personnes obèses qu'en insuffisance pondérale. Ainsi, les auteurs soutiennent qu'il est indispensable, pour les politiques publiques, de lutter contre l'insuffisance pondérale, tout en limitant, voire inversant, la hausse du surpoids et de l'obésité, dont le [coût financier](#) sera très lourd.

Madeleine Lesage, Centre d'études et de prospective

Source : *The Lancet*

[http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(17\)32129-3/fulltext?elsca1=tlpr](http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(17)32129-3/fulltext?elsca1=tlpr)

SYSTÈMES ALIMENTAIRES

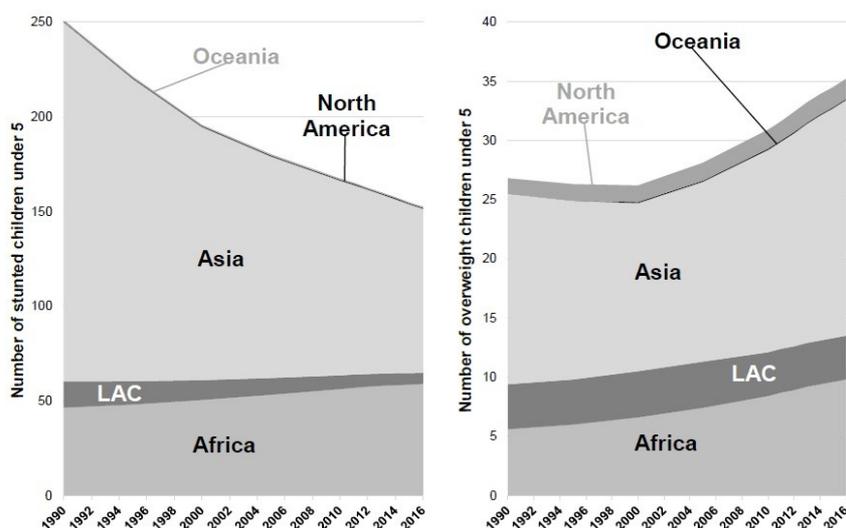
Nutrition et systèmes alimentaires : le nouveau rapport du HLPE propose un état des lieux et des pistes pour l'avenir

Le nouveau rapport du HLPE (*High Level Panel of Experts*, voir un [portrait](#) sur ce blog), publié en septembre 2017, propose une analyse fouillée des systèmes alimentaires mondiaux, dégage les principaux défis pour l'avenir, et propose une série de recommandations à l'attention des décideurs publics et privés. Ce travail s'inscrit dans le contexte de la [Décennie d'action des Nations unies pour la nutrition 2016-2025](#).

Le rapport décompose les systèmes alimentaires en trois éléments constitutifs : *i*) les comportements des consommateurs (choix d'aliments, préparation, conservation, répartition au sein des ménages, etc.) ; *ii*) les chaînes d'approvisionnement (production, stockage, distribution, etc.) ; *iii*) l'environnement alimentaire, défini comme « le contexte physique, économique, politique et socio-culturel dans lequel les consommateurs acquièrent, préparent et consomment les aliments ». Cette place centrale du « mangeur » et cette considération élargie aux aspects politiques, sociaux et culturels des systèmes alimentaires, ne sont pas sans rappeler le panorama prospectif [MOND'Alim 2030](#).

Après avoir caractérisé trois grands types de systèmes alimentaires (« modernes », « traditionnels » et « mixtes »), ainsi que leurs enjeux spécifiques, le rapport fait un état des lieux du problème de la malnutrition dans le monde, dans ses différentes dimensions (insécurité alimentaire quantitative et qualitative, sur-consommation). Il dépeint ensuite les transitions alimentaires en cours et leurs dynamiques. Si la sous-nutrition est en diminution, le surpoids et l'obésité augmentent, et ce dans de nombreuses régions du monde, si bien que, dans certains pays, les deux problèmes coexistent (thème bien connu du « double fardeau » illustré par la figure ci-dessous). En outre, des États connaissent des crises susceptibles de dégrader la situation nutritionnelle, notamment en Afrique. Ainsi, le rapport insiste sur les coûts très élevés de la malnutrition, qui équivaldraient à 5 % du PIB mondial, allant au-delà de 10 % dans certains pays à bas revenus.

Nombre (millions) d'enfants de moins de 5 ans, malnutris et obèses, dans différentes régions



Notes: LAC = Latin America and the Caribbean. Data for Near East not available. Data for Australia, New Zealand and Europe negligible. Asia, excluding Japan; Oceania excluding Australia and New Zealand; North America regional average based only on United States data.

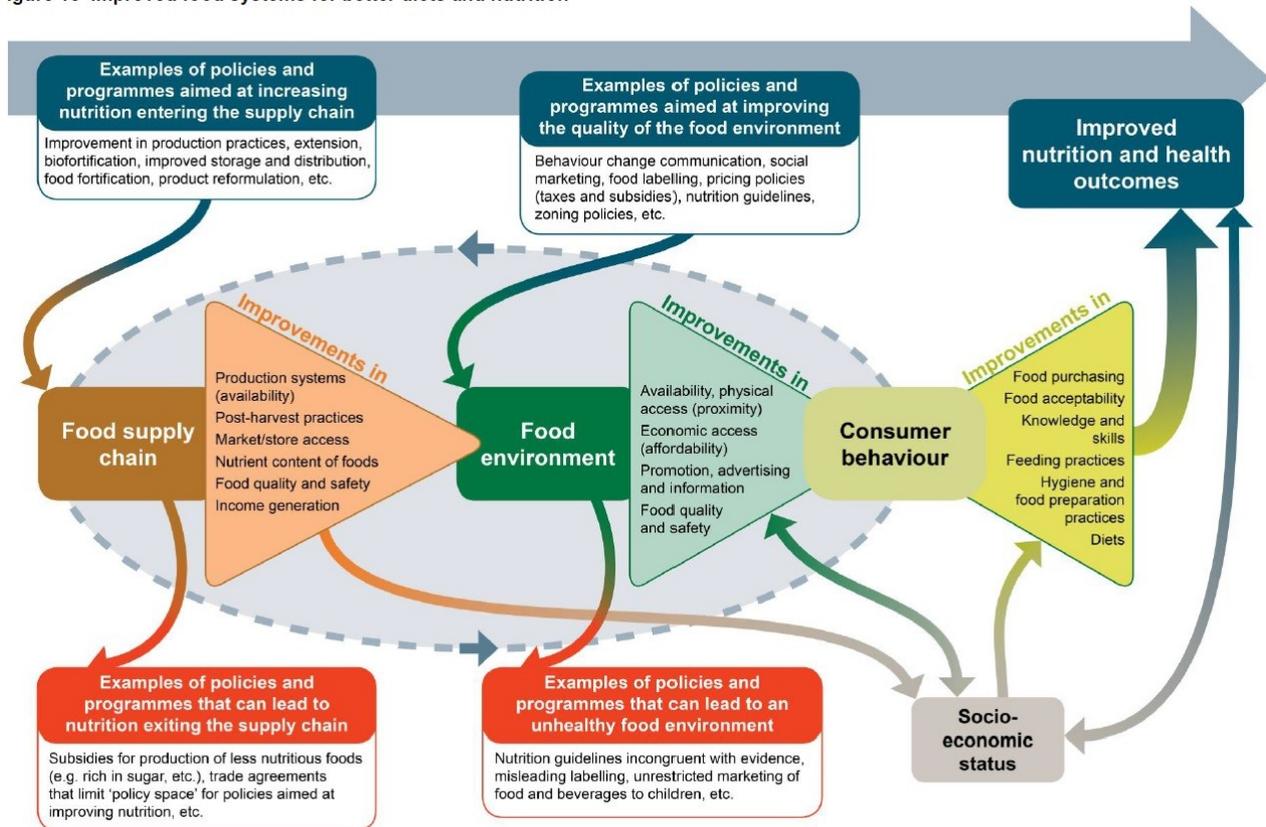
Source: Data and regional classification from UNICEF/World Bank/WHO, 2017. Data set available at: <http://www.who.int/nutgrowthdb/estimates2016/en/>

Source : HLPE

Face à de tels constats, le rapport presse les décideurs et les parties prenantes d'agir rapidement, par des actions diversifiées sur les trois composantes des systèmes alimentaires (consommateurs, chaînes d'approvisionnement et environnements alimentaires). Il propose une série de recommandations combinant une large palette d'instruments et de leviers d'action.

Représentation schématique des leviers d'action proposés et exemples

Figure 15 Improved food systems for better diets and nutrition



Source : HLPE

Julien Hardelin, Centre d'études et de prospective

Source : HLPE

http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/hlpe/hlpe_documents/HLPE_Reports/HLPE-Report-12_EN.pdf

L'alimentation comme droit humain : défis et opportunités à venir

Le dixième [numéro](#) du rapport annuel de l'[Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition](#) traite des systèmes pouvant garantir la souveraineté et la sécurité alimentaire. Selon ses auteurs, dix ans après la crise de 2007-2008, des problèmes persistent : déréglementation des marchés favorisant la spéculation financière sur les produits agricoles de base, inégalités croissantes en matière de revenus, d'accès aux ressources productives et aux aliments, etc. Dans le même temps, des mouvements sociaux se sont organisés et pèsent sur les processus décisionnels. La dizaine d'articles de ce numéro rend compte de ces initiatives et deux d'entre eux illustrent les défis et opportunités en jeu.

Le premier article s'intéresse à [trois méga-fusions](#) dans l'agro-industrie, impliquant BASF, Bayer, Dow, DuPont, Monsanto et Syngenta. Ces entreprises contrôlent 75 % du marché mondial de l'agrochimie, 63 % de celui des semences et 75 % des activités de recherche et développement

qui y sont consacrées. La fusion Bayer-Monsanto conduirait au contrôle, par une seule société, de 30 % du marché mondial des semences et de 25 % de celui des pesticides et herbicides. Ils évoquent la place croissante de la logique financière dans les systèmes agricoles et dans la structuration des chaînes de valeur, se traduisant par une dépendance des agriculteurs et un affaiblissement relatif des États face à la concentration des techniques et capitaux privés.

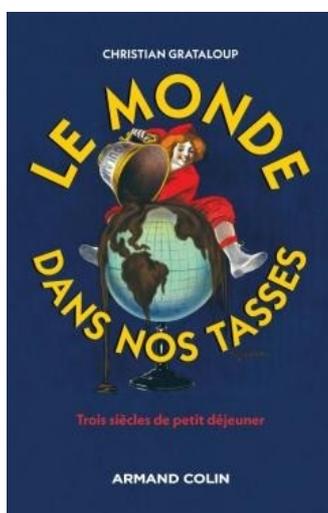
Le second article porte sur le thème des [communs](#). Dépassant les notions de « propriété publique » ou « privée », il traite des formes de gouvernance alternative de ces ressources. Dans ce cadre, les auteurs soutiennent qu'il serait intéressant de considérer l'alimentation comme un « commun », de la penser comme un droit, et non plus seulement sous l'angle de la consommation. Selon eux, le caractère multidimensionnel de l'alimentation devrait être à la base de la transformation des systèmes alimentaires, reposant sur un modèle de gouvernance polycentrique et décentralisé.

Hugo Berman, Centre d'études et de prospective

Source : Global Network for the Right to Food and Nutrition
http://www.righttofoodandnutrition.org/files/rtfanw-2017_eng_0.pdf

OUVRAGES

Christian Grataloup, *Le monde dans nos tasses. Trois siècles de petit déjeuner*, Armand Colin, 2017, 272 pages



Plaisant à lire, riche et documenté, cet ouvrage est consacré au premier repas de la journée, « à la fois familier et inconnu ». Alors que la littérature consacrée à l'alimentation et à la gastronomie est foisonnante, très peu de travaux (historiques, sociologiques, géographiques, anthropologiques, etc.) ont jusqu'ici traité du petit déjeuner. Au fil de vingt-et-un épisodes, répartis en quatre parties, Christian Grataloup propose un voyage à travers l'histoire de ce repas, mettant en évidence qu'il reste « le plus petit commun dénominateur des pratiques alimentaires de la mondialisation ».

La première partie s'intéresse à la naissance du petit déjeuner en Europe, il y a trois siècles, en lien étroit avec les innovations culinaires du XVIII^e siècle, celles en matière d'objets ménagers, de savoir-faire, d'organisation intérieure des demeures bourgeoises. C'est un repas différent des autres (présentation simultanée des aliments, en nombre restreint, composition assez libre par les convives, monotonie dans les denrées consommées), etc. Sa diffusion dans les sociétés européennes accompagne en particulier les débuts de l'industrialisation et la synchronisation progressive des activités sociales.

La seconde partie revient sur les histoires séculaires du café, du thé et du chocolat, ainsi que sur les ustensiles : tasses (objet quasi-universel pour la consommation de boissons chaudes), bols, *mugs*, grille-pain, etc. On peut retenir, par exemple, que l'étymologie du mot « thé » dans les langues européennes illustre deux étapes successives de construction du monde : « chaï » à l'Est, liée aux voies terrestres (route de la Soie notamment), « té » à l'Ouest, liée aux voies maritimes et aux compagnies des Indes. La troisième partie propose des éléments très intéressants sur la période de la Révolution industrielle, l'esclavage et les plantations, l'articulation entre multinationales et artisanat quotidien, les aspects géopolitiques. La quatrième partie dresse un tour du monde des petits déjeuners, illustrant à la fois les dynamiques de diffusion (ex. du *continental breakfast*) et de métissage.

Dans l'épilogue, Ch. Grataloup souligne que si « aujourd'hui c'est le Monde presque entier qui boit mondial le matin », des tendances sont porteuses de transformations du petit déjeuner tel qu'il fût codifié en Europe : évolution des moments de repas (exemple du *brunch*) et émiettement, attrait pour de nouveaux aliments et boissons, recherche de produits locaux et équitables.

Julia Gassie, Centre d'études et de prospective

Lien : Armand Colin

<http://www.armand-colin.com/le-monde-dans-nos-tasses-trois-siecles-de-petit-dejeuner-9782200612283>

Jean-Marie Cardebat, *Économie du vin*, La Découverte, collection Repères, juin 2017, 128 pages



L'excellente collection « Repères » des éditions La Découverte continue à remplir sa mission de vulgarisation des connaissances scientifiques, en mettant les savoirs les plus récents à disposition d'un public non expert. Ce livre de J.-M. Cardebat, professeur et chercheur à l'université de Bordeaux, en est un parfait exemple, qui offre en peu de pages une complète et claire introduction à l'économie mondiale du vin.

L'ouvrage se compose de quatre chapitres bien documentés, précis, s'appuyant sur des données et travaux parmi les plus récents. Le premier, consacré aux évolutions de l'*offre*, en détaille les grands déterminants, l'internationalisation rapide, en insistant sur l'extrême diversité des vins et sur les phénomènes de concentration et d'intégration verticale. Le deuxième traite de la

demande, abordée sous ses dimensions culturelles, sociales et économiques : valeurs et symboles conditionnant les pratiques des consommateurs, modes de perception de la qualité, rôle de prescription des experts et des réseaux sociaux, nouvelles sensibilités environnementales et sanitaires. Les pages suivantes décrivent les *marchés*, leurs différents modes d'organisation, leur rapide internationalisation, et surtout leurs processus de régulation (droits de plantation, contrôle des fraudes, maîtrise des quantités offertes, signes de qualité, création de marques, prévention de l'alcoolisme). Enfin, le dernier chapitre analyse la dynamique des *prix* du vin, particulièrement instables et difficiles à anticiper, sans marché à terme, et exposés à la financiarisation du secteur.

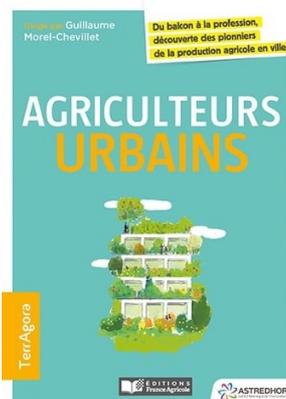
En conclusion, l'auteur déclare que le vin est « un objet d'étude parfait pour l'économiste tant il lui permet d'appliquer ses concepts et ses méthodes d'analyse » (p 117). Son ouvrage est une preuve vivante de cette affirmation, puisqu'au-delà des nombreux phénomènes et terrains empiriques décrits, il mobilise largement les travaux et résultats de l'économie agricole (stockage, formation des prix), de l'économie industrielle (filière, qualité, asymétrie d'information), de l'économie environnementale (durabilité, externalités), de l'économie publique (certifications, enregistrement des transactions). Très intéressantes également sont les réflexions en termes de « biens culturels », d'industrie du luxe, d'actifs financiers, de segmentation de marchés, de mondialisation : le marché du vin gagne l'ensemble de la planète et est un remarquable condensé des heurs et malheurs de la globalisation.

Bruno Héroult, Centre d'études et de prospective

Lien : Éditions La Découverte

http://www.editions-ladecouverte.fr/catalogue/index-_conomie_du_vin-9782707190963.html

Guillaume Morel-Chevillet (dir.), *Agriculteurs urbains*, Éditions France Agricole, 2017, 280 pages



Dirigé par G. Morel-Chevillet (chargé de mission à Astredhor, l'institut technique de l'horticulture), ce guide pratique marque une nouvelle étape dans l'institutionnalisation de l'agriculture urbaine, en offrant une synthèse complète sur ce sujet à destination du grand public. L'ouvrage est organisé en trois parties, abordant les différentes formes de production alimentaire en milieu urbain : l'auteur a retenu une définition extensive de l'« agriculture urbaine », qui couvre tant des activités orientées vers le loisir et l'épanouissement personnel que vers la production et la commercialisation.

La première partie s'intéresse aux « amateurs », qui investissent par exemple un balcon, une terrasse pour cultiver des fraises ou un toit pour installer une ruche. Elle passe en revue les différentes « solutions pour produire chez soi », avec des encadrés pédagogiques, et présente le matériel végétal le mieux adapté pour mettre en place un « potager urbain ». La deuxième partie est consacrée aux dimensions « sociales » de l'agriculture urbaine. Elle retrace notamment

l'histoire des jardins collectifs. Les collectivités territoriales trouvent aujourd'hui dans ces différentes pratiques un levier pour aborder de façon plus concrète les enjeux de l'alimentation et pour sensibiliser aux problématiques de la biodiversité.

Enfin, près de 150 pages sont consacrées à ceux qui font de l'agriculture en ville un métier. Agro-paysagistes, architectes, serristes, du côté de l'offre de services, maraîchers et éleveurs, du côté de la production, sont confrontés à des défis particuliers, de l'aménagement des bâtiments aux problèmes de pollution des sols ou de l'air. Cette troisième partie aborde clairement les enjeux de la professionnalisation, en rappelant la diversité des démarches et des modèles économiques et en pointant les incertitudes qui demeurent sur le statut d'« agriculteur urbain ». La continuité entre les différents niveaux d'organisation des pratiques (individuelles, en groupe et en filière) est un fil conducteur jusqu'au dernier chapitre, consacré aux producteurs situés en périphérie des villes.

Florent Bidaud, Centre d'études et de prospective

Lien : Éditions France Agricole

<https://www.editions-france-agricole.fr/livres-et-ebooks/droit-et-gestion/agriculteurs-urbains.html>

PORTRAIT

Le High Level Panel of Experts (HLPE), Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition



Le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition a été créé en octobre 2009, lors de la réforme de la gouvernance mondiale sur la sécurité alimentaire. L'ouverture à un plus grand nombre de parties prenantes était un des principes ayant présidé à sa constitution. Interface entre les politiques publiques et le monde de la recherche, le HLPE publie rapports et recommandations en réponse aux demandes spécifiques du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA). Ses productions, indépendantes des positions des États, visent à alimenter les débats au sein du CSA.

Les principales fonctions du HLPE sont de : *i)* faire un état des lieux de la sécurité alimentaire et de la nutrition ; *ii)* fournir une analyse scientifique fondée sur les connaissances disponibles et émettre des avis sur des questions précises ; *iii)* recenser les problèmes émergents et les hiérarchiser.

Le HLPE est composé d'un comité directeur élu pour un mandat de 2 ans et comprenant 10 à 15 experts reconnus dans des domaines liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Pour chaque thème traité, ce comité sélectionne des équipes projets. Ainsi, depuis sa création, le HLPE a bénéficié de la participation de 203 experts venant de 52 pays. Son budget annuel est de l'ordre

de 1,4 à 1,7 million de \$US, financé par un fonds volontaire rattaché à la FAO, et servant à son fonctionnement et non à la rémunération de ses membres.

Si le HLPE ne réalise pas de recherche scientifique en propre, il mobilise les travaux existants, avec l'objectif d'explicitier la diversité des points de vue et de mettre en évidence les controverses associées. Il s'appuie également sur des [consultations publiques](#) (deux par rapport), favorisant la transparence ainsi que l'ouverture à la diversité des connaissances locales et à l'échelle mondiale.

Le HLPE a déjà produit [12 rapports](#), notamment sur la volatilité des prix des matières premières agricoles en 2011, les agrocarburants en 2013 et, plus récemment, sur la nutrition et les systèmes alimentaires (voir à ce sujet un [autre billet](#) sur ce blog). Il a également publié [deux notes](#) sur les « Questions cruciales et émergentes pour la sécurité alimentaire et la nutrition ».

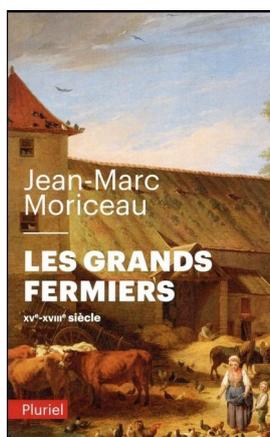
Élise Delgoulet, Centre d'études et de prospective

Lien : HLPE

www.fao.org/cfs/cfs-hlpe/fr/

BRÈVES

Jean-Marc Moriceau, *Les grands fermiers. XV^e-XVIII^e siècle*, Fayard, collection Pluriel, réédition 2017 (1994), 511 pages



Professeur à l'université de Caen, J.-M. Moriceau est à la tête d'une œuvre importante dont émergent, entre autres, *Histoire et géographie de l'élevage français* (2005), *Histoire du méchant loup* (2007), *Les paysans* (2012) et *Secrets de campagnes* (2014). C'est sa thèse soutenue en 1992 qui reparaît aujourd'hui, dans une version refondue et abrégée de moitié par rapport à l'édition originale de 1994.

Fruit d'une enquête conduite pendant douze années, ce texte de référence, associant démographie historique et histoire économique, décrit l'ascension des grands fermiers du bassin parisien entre 1400 et les années 1750. À travers la reconstitution d'une petite centaine de trajectoires familiales, il retrace l'émergence de ce groupe social notabiliaire, prototype des dynasties agricoles. Capitaines de culture en même temps qu'hommes d'affaires, ces laboureurs – qui serviront de modèles aux Physiocrates – ont fait fortune dans la production de céréales à destination de la population parisienne.

Après avoir retracé le processus de formation et de consolidation de ce groupe spécifique,

l'auteur analyse le fonctionnement économique de la « grande exploitation », puis termine par une fine description de la réussite sociale et culturelle de cette élite paysanne.

Lien : Éditions Fayard

<http://www.fayard.fr/les-grands-fermiers-9782818505304>

La pollution « invisible » des chaînes alimentaires marines par les nanoparticules de plastiques

Si beaucoup de travaux portent sur la pollution des océans par les macroplastiques, peu se penchent sur celle dite « invisible » par les nanoparticules, lesquelles proviennent de la dégradation chimique et physique de plastiques de grande taille. Une équipe de chercheurs suédois et américains y a remédié en publiant en septembre 2017, dans la revue *Scientific Reports*, une étude montrant qu'elles entraînent des troubles comportementaux chez certains poissons. Leur taille leur permet de franchir la barrière séparant le sang et le système nerveux, et donc d'endommager les tissus cérébraux.

Les recherches ont été menées à partir des puces d'eau douce (*Daphnia magna*), dont le positionnement pivot dans la chaîne trophique permet d'observer le transfert des nanoparticules entre espèces, jusqu'aux poissons. Par cet exemple, les auteurs ont montré qu'une fois infestée, toute la chaîne alimentaire est contaminée. En particulier, le comportement des prédateurs, au rôle clé dans le fonctionnement naturel de l'écosystème, se trouve alors troublé.

Source : *Scientific Reports*

<http://www.nature.com/articles/s41598-017-10813-0>

Le *think tank* du Parlement européen fait le point sur l'éducation et la formation tout au long de la vie des agriculteurs européens

Une note récente du *think tank* du Parlement européen propose un bilan chiffré de l'éducation et de la formation des agriculteurs européens. Le vieillissement de la population agricole, entre autres lié au caractère peu attractif de ces métiers pour les jeunes, est crucial : seuls 6,9 % des agriculteurs européens ont moins de 35 ans, tandis que près du tiers dépasse les 65 ans. On apprend également qu'une majorité d'agriculteurs n'ont pas reçu de formation spécifique en agriculture, ce qui constitue un enjeu de politique publique face aux défis qui attendent le secteur : amélioration des performances environnementales, changement climatique, digitalisation, etc. Après ce panorama chiffré, la note présente de façon synthétique les systèmes éducatifs et de formation agricoles européens, le rôle de la PAC dans ce domaine, et les positions du Parlement européen et des parties prenantes sur ce sujet.

Source : *Think tank* du Parlement européen

http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2017/608788/EPRS_BRI%282017%29608788_EN.pdf

La place des femmes dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture

Une étude commandée par FranceAgriMer fait le point sur la place des femmes dans la pêche et l'aquaculture. Alors que la pénibilité du travail sur les bateaux et dans les élevages entraîne des difficultés chroniques de recrutement, et qu'une réflexion sur l'attractivité des métiers est à l'ordre du jour, l'égalité femmes-hommes ne semble pas être une priorité pour le secteur.

« Les *a priori* sur la répartition "naturelle" des tâches » sont encore forts. Ainsi, les femmes représentent un tiers des effectifs, mais seulement 1,4 % pour la pêche embarquée. Toutefois, les mentalités évoluent et « les outils réglementaires permettant la prise en compte des enjeux d'égalité professionnelle » (conventions collectives de branche, bilans sociaux, statut de conjoint collaborateur, formation maritime, etc.), encore « mal connus et peu utilisés », pourraient servir de leviers à l'avenir.

Source : FranceAgriMer

<http://www.franceagrimer.fr/index.php/Stockage-Actualites/Etude-de-la-place-des-femmes-dans-les-secteurs-peche-et-aquaculture-en-France/%28filiere%29/884/%28nodeActu%29/890>

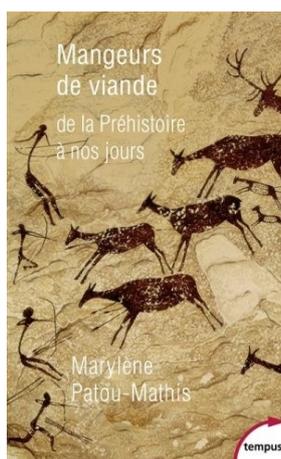
L'agriculture africaine s'inspire de l'expérience brésilienne et argentine

La [Banque Africaine de Développement \(BAD\)](#) a annoncé le lancement, en octobre, du programme *Transformation of African Savannah Initiative* (TASI). Ce programme fait partie de la stratégie « Nourrir l'Afrique », portée par le Département de l'agriculture et de l'agro-industrie de la BAD, et qui vise à « mettre fin à l'extrême pauvreté, la faim, la malnutrition et les importations alimentaires » d'ici 2025. Les savanes d'Afrique couvrent 600 millions d'hectares : 400 millions sont cultivables mais seulement 40 millions cultivés. Le programme débutera sur deux millions d'hectares dans huit pays : Ghana, Guinée, République démocratique du Congo, République Centrafricaine, Ouganda, Kenya, Zambie et Mozambique, avec les cultures de maïs et de soja et l'élevage de bétail. Pour atteindre ces objectifs, des partenariats seront établis entre des organismes africains consacrés à la recherche et au développement et leurs équivalents au Brésil, notamment l'[EMBRAPA](#) et le [CAMPO](#), et en Argentine avec l'[INTA](#) et l'[AAPRESID](#).

Source : Banque Africaine de Développement

<https://www.afdb.org/fr/news-and-events/afdb-launches-pilot-programme-to-cultivate-the-savannah-in-eight-african-countries-17452/>

Marylène Patou-Mathis, *Mangeurs de viande de la préhistoire à nos jours*, éditions Perrin, collection Tempus, réédition 2017 (2009), 506 pages



À l'heure où s'exacerbent les vrais et faux débats sur la consommation de viande, la réédition en version de poche de cet ouvrage est tout à fait bienvenue, venant rappeler que des pratiques et des querelles prétendument neuves sont, en réalité, vieilles comme le monde. Préhistorienne, directrice de recherche au CNRS, l'auteure appuie ses réflexions anthropologiques sur des découvertes archéologiques, complétées par de nombreuses analyses philosophiques, ethnographiques et sociologiques. S'il fallait dégager une thèse de cette somme majeure, elle

serait que l'acte socio-culturel de manger a été au cœur du développement des sociétés humaines et du processus d'homínisation.

Le livre montre comment nos lointains ancêtres se sont mis à consommer de la viande, donc des chairs d'êtres vivants remplies de sang, et les conséquences de ce régime alimentaire sur les techniques de chasse et les rapports aux animaux. Il décrit les transformations de la chasse au fil du temps et les vertus socialisatrices de cette activité collective (partage du gibier, cohésion de groupe, hiérarchie et organisation). Extrêmement diversifiés sont les mythes et rites liés à cette consommation carnée, et beaucoup de ces croyances restent vivaces dans les sociétés « archaïques » ou dans les traditions populaires des pays « développés ». Intéressant est le chapitre consacré à l'animal comme symbole, ainsi que celui qui traite du cannibalisme et des mangeurs de viande humaine. L'ouvrage se termine par une description de l'extinction des derniers peuples chasseurs et par une réflexion sur la part d'animalité qui reste en l'Homme.

Lien : Éditions Perrin

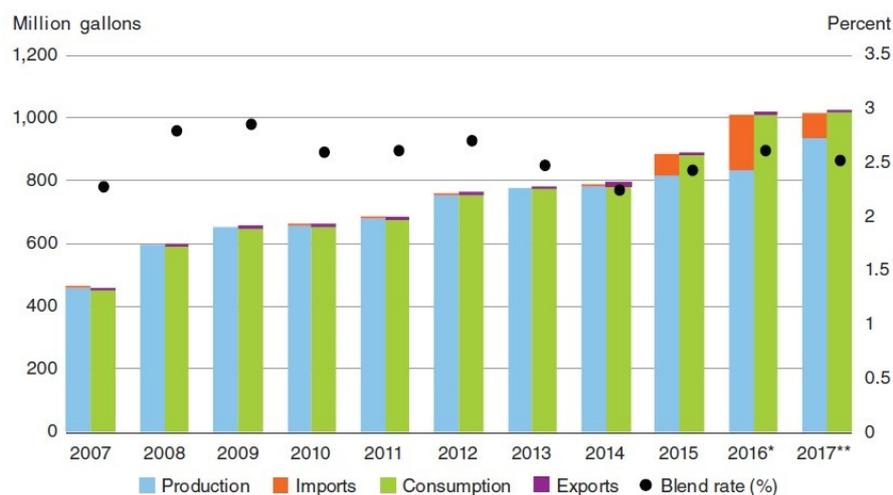
<http://www.editions-perrin.fr/livre/mangeurs-de-viande/9782262072117>

Bioéthanol : état des lieux vu des États-Unis

L'*Economic Research Service* (ERS) de l'USDA fait un bilan des exportations de bioéthanol et de drêche sèche par les États-Unis, principal pays producteur et exportateur. Soulignant les opportunités et barrières aux échanges commerciaux, cette publication offre aussi un panorama des situations de divers pays. En 2016, 26 États, en plus des acteurs historiques (États-Unis, les 28 États membres de l'Union européenne, Brésil), se sont dotés de politiques d'incorporation dans les carburants (mandats).

Huit pays sont analysés en détail : Argentine, Canada, Chine, Colombie, Inde, Japon, Philippines et Thaïlande. En Chine, troisième producteur mondial de bioéthanol, 11 provinces et 40 villes incorporent du bioéthanol à hauteur, en moyenne, de 10 % (entre 7 et 20 %). La consommation chinoise est surtout couverte par la production domestique (cf. figure ci-dessous). Les importations, autorisées depuis 2015, proviennent principalement des États-Unis, avec une taxe douanière à 5 % relevée à 30 % en 2017.

Consommation, production, importations et exportations de bioéthanol en Chine sur la période 2007-2017



Note: * = estimates; ** = forecasts.

Source: USDA, Economic Research Service calculations from USDA, Foreign Agricultural Service (FAS, 2017b).

Source : USDA

Source : ERS - USDA

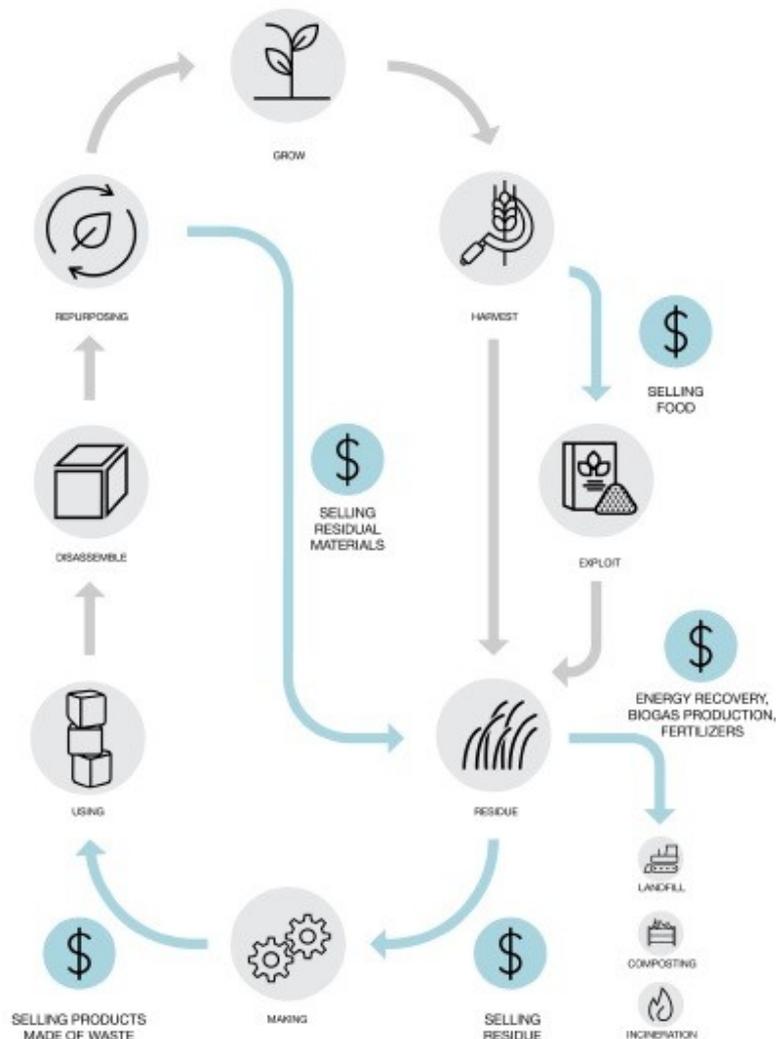
<https://www.ers.usda.gov/publications/pub-details/?pubid=85449>

Déchets organiques et résidus de culture : un gisement de matériaux pour la construction et une source de valeur à l'échelle des métropoles

L'utilisation de certains déchets organiques solides, dans la fabrication des matériaux de construction plutôt qu'en fermentation ou en amendements organiques, pourrait modifier profondément la chaîne de valeur des produits agricoles. Dans une publication récente, le cabinet Arup en étudie la faisabilité et l'impact à l'échelle d'une ville.

Sur la base d'un inventaire des solutions existantes à partir de sources organiques (cane à sucre, blé, ananas, tournesol, feuilles, etc.), les auteurs mettent en avant des complémentarités entre les acteurs de la construction et de l'agriculture, et le potentiel d'émergence de nouvelles activités économiques à l'échelle de différentes métropoles. Ainsi, 1 tonne de déchets et résidus organiques permet de produire 1 000 m² de panneaux minces.

Schéma d'économie circulaire à partir des productions agricoles et forestières



Source : Arup

Une simulation est conduite sur la métropole milanaise, prenant appui sur le système de recyclage des déchets organiques solides et sur l'importance de l'agriculture sur ce territoire. Près de 8 millions de m² de panneaux pourraient être produits annuellement, en transformant seulement 10 % des déchets organiques et résidus de culture.

Source : Arup

https://www.arup.com/-/media/arup/files/publications/u/171006_bioloop_report.pdf

Innovation : la politique des pôles de compétitivité doit évoluer

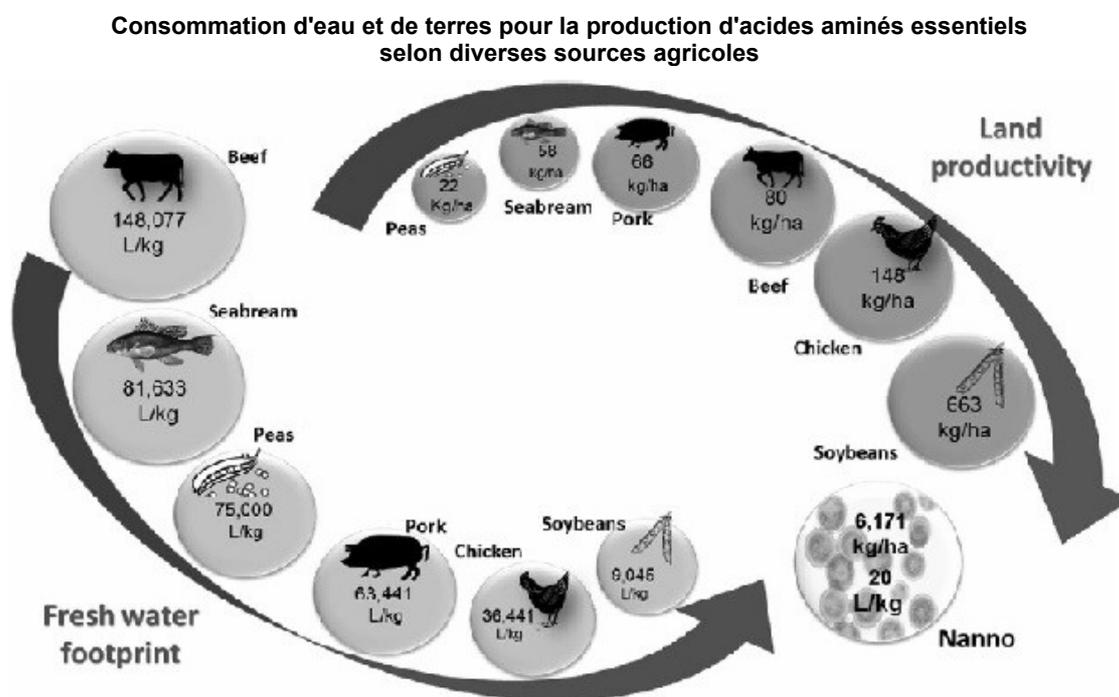
Créés en 2004, les pôles de compétitivité constituent un des piliers de la politique de l'innovation en France. Parmi les 68 qui fonctionnent aujourd'hui, 12 sont axés sur les secteurs de l'agriculture ou de l'agroalimentaire. Un [avis récent](#) du CESE dresse un bilan globalement positif de cette politique, tout en invitant à la faire évoluer. Les pôles de compétitivité ont eu, en tant qu'écosystèmes territoriaux, des impacts positifs sur les filières et l'emploi, malgré des résultats décevants en matière de dépôts de brevets. Ils ont induit des dynamiques de coopération entre les entreprises et le monde académique, ainsi qu'entre les TPE/PME et les grands groupes. Ils ont également contribué à l'attractivité des territoires. Face aux faiblesses qui persistent, le CESE émet plusieurs propositions, parmi lesquelles encourager les synergies entre les différents pôles, renforcer la sélectivité des financements et leur ciblage sur l'innovation, accompagner les entreprises en matière de numérisation et de gestion des emplois et des compétences.

Source : CESE

<http://www.lecese.fr/travaux-publies/quelle-politique-pour-les-poles-de-competitivite>

Les microalgues, une promesse à concrétiser

Si les microalgues sont déjà employées comme compléments alimentaires ou comme ingrédients « santé », leur utilisation à une échelle plus importante se heurte à plusieurs défis, technologiques, réglementaires, culturels. Tel est le constat dressé récemment dans la revue *Industrial Biotechnology*. L'enjeu est de taille, face à l'accroissement des besoins de la population mondiale en nutriments de qualité, notamment en acides gras et acides aminés essentiels, que la production de poissons ne pourra pas combler. La production de ces acides aminés par le biais de microalgues est la plus économe à la fois en eau douce et en terres arables.



Source : *Industrial Biotechnology*

Les auteurs font le point sur quatre voies technologiques aujourd'hui mises en œuvre, en termes de maîtrise de la qualité de production et de la consommation en eau, énergie et sols : les procédés de fabrication, *in vitro* ou dans le milieu naturel, présentent des bilans très contrastés.

Dans tous les cas, la baisse des coûts de production, en réduisant l'empreinte carbone, est un enjeu, notamment pour développer la consommation. En alimentation humaine, le potentiel réside surtout dans le *cracking* et l'intégration dans les *process* alimentaires, en particulier pour la production de viande artificielle. Pour ce faire, les auteurs relèvent que la réglementation pour l'homologation des produits à des fins alimentaires et, plus spécifiquement, pour la labellisation « biologique », nécessiterait d'être adaptée.

Source : *Industrial Biotechnology*

<http://online.liebertpub.com/doi/pdf/10.1089/ind.2017.29102.wmo>

Un plan pour éradiquer la rage humaine à l'horizon 2030

L'OMS, l'OIE, la FAO et l'Alliance mondiale contre la rage (GARC) ont présenté, en septembre 2017, le plan « Unis contre la rage », dont l'objectif est de prévenir, d'ici 2030, les décès humains liés essentiellement aux morsures de chiens contaminés. Les mesures prévoient des opérations de vaccination préventive des chiens, la sensibilisation des populations aux conduites à adopter ainsi qu'un meilleur accès aux traitements vaccinaux humains post-contamination ([protocoles](#) de soins adaptés au contexte local). La rage provoque 60 000 décès chaque année dans le monde, essentiellement des enfants.

Source : FAO

<http://www.fao.org/news/story/fr/item/1040447/icode/>

ÉVÉNEMENTS À VENIR

- 15-16 novembre 2017, Orléans

OpenAgrifood

<http://www.openagrifood-orleans.org/fr/>

- 16 novembre 2017, Paris

Séminaire « Capteurs connectés pour les végétaux. Marchés, recherche, innovations », organisé par le CVT AllEnvi

<http://www.cvtallenvi-capteursconnectes.fr/>

- 16 novembre 2017, Paris

Conférence « Réduire la déforestation importée : quels impacts sur la consommation et les choix politiques en Europe et en France ? », organisée par l'Iddri

<http://www.iddri.org/Projets/Seminaire-Iddri-Fondation-d-entreprise-Hermes/Reduire-la-deforestation-importee-quels-impacts-sur-la-consommation-et-les-choix-politiques-en-Europe-et-en-France>

- 16-17 novembre 2017, Liège

Conférence « *Insects in feed or food?* », organisée par l'université de Liège

<http://events.ulg.ac.be/iff2017>

- 17 novembre 2017, Paris

Colloque Droit(s) & gastronomie, organisé par l'université Paris 13 et la BnF

<https://www.univ-paris13.fr/wp-content/uploads/Programme-droit-et-gastronomie.pdf>

- 17-18 novembre 2017, Tours
13^e Rencontres François Rabelais
<http://iehca.eu/fr/manifestations-culturelles/les-rencontres-francois-rabelais/13emes-rencontres-francois-rabelais>
- 18 novembre 2017, Paris
Colloque « Cuisine et performance », organisé par la Bibliothèque publique d'information
<http://www.bpi.fr/agenda/cuisine-et-performance>
- 20-21 novembre 2017, Paris
Colloque « Métiers de la vigne, du vin et des alcools. Des terroirs aux territoires »
<http://www.paris-iea.fr/fr/evenements/metiers-de-la-vigne-du-vin-et-des-alcools-des-terroirs-aux-territoires>
- 21-22 novembre 2017, Paris
Green Growth and Sustainable Forum organisé par l'OCDE sur le thème « *Greening the Ocean Economy* »
<http://www.oecd.org/greengrowth/ggsd-2017/home/>
- 22 novembre 2017, Bordeaux
Colloque « Ville et vin en France et en Europe du XV^e siècle à nos jours »
<http://www.laciteduvin.com/fr/vivez-la-cite-du-vin/evenements-spectacles/ville-vin-en-france-en-europe-du-xve-siecle-nos-jours>
- 23-24 novembre 2017, Poitiers
Rencontres nationales « Concertation, participation et médiation appliquées à l'environnement et au territoire », sur le thème « Eau et alimentation : quelle place pour le dialogue territorial dans la gestion de ces communs ? »
http://www.civam.org/images/actus/programme%20rencontres%20comedie_2017.pdf
- 24 novembre 2017, Paris
Colloque FARM-Pluriagri « Partenaires ! Promesses et chausse-trappes de l'agriculture contractuelle en Afrique »
<http://www.fondation-farm.org/spip.php?article1009>
- 24 novembre 2017, Paris
Conférence finale de l'Action Conjointe sur la Nutrition et l'Activité Physique (JANPA)
<http://ptolemee.com/janpa/index.html>
- 24 novembre 2017, Poitiers
Journée d'étude « L'enseignement agricole français, un monde en recomposition », organisée par le Groupe de recherches sociologiques sur les sociétés contemporaines (GRESKO)
<http://gresko.labo.univ-poitiers.fr/evenements-scientifiques/journee-detudes-lenseignement-agricole-francais-un-monde-en-recomposition/>
- 29-30 novembre 2017, Toulouse
Forum international de la robotique agricole
<https://www.naio-technologies.com/Fira/>
- 30 novembre 2017, Paris
Rencontre de l'Aprifel, sur le thème « Consommer au moins 5 fruits et légumes, quel impact pour notre avenir ? »
<http://www.aprifel.com/page-les-rencontres-aprifel,13.html>

- 30 novembre 2017, Paris

Colloque « L'alimentation, entre innovation et peurs », organisé par l'Académie d'agriculture et l'association 4AF

<http://www.academie-agriculture.fr/actualites/academie/lacademie-et-la-4af-proposent-une-reflexion-sur-lalimentation-entre-innovation>

- 1^{er} décembre 2017, Bruxelles

4^e conférence internationale de la JPI : « A Healthy Diet for a Healthy Life »

<http://www.healthydietforhealthylife.eu/index.php/news/332-save-the-date-4th-international-conference-of-jpi-hdhl-the-1st-december-2017>

- 5 décembre 2017, Paris

Journée scientifique « La santé des abeilles : actualités en recherche et surveillance », organisée par l'Anses

<https://www.anses.fr/fr/content/rencontres-scientifiques-de-lanses-sant%C3%A9-des-abeilles>

- 6 décembre 2017, Paris

Journée « Défiance durable ? » organisée dans le cadre du Symposium « Manger en ville »

<http://www.lemangeur-ocha.com/evenement/symposium-international-manger-ville-colloque-ouvert-a/>

- 7-8 décembre 2017, Paris

8^e Congrès national en santé-environnement

<http://www.sfse.org/article/presentation-du-congres-2017>

- 12-14 décembre 2017, Rennes

Colloque « Bien-être animal : de la théorie à la pratique », organisé par le RMT Bien-être animal

<http://www.rmt-bien-etre-animal.fr/>

- 13-15 décembre 2017, Nantes

Journées Francophones de Nutrition

<https://www.lesjfn.fr/>

- 14-15 décembre 2017, Lyon

11^e Journées de Recherches en Sciences Sociales Inra-SFER-Cirad

http://www.sfer.asso.fr/journees_de_recherches_en_sciences_sociales/11es_jrss_2017_lyon

- 16-17 décembre 2017, Paris

Colloque « Gastro-politique & patrimoine alimentaire. Récits, pratiques, valeurs »

[http://foodherit.hypotheses.org/1012\\$](http://foodherit.hypotheses.org/1012$)

- 19 décembre 2017, Paris

Conférence organisée par le FFAS sur le thème « Goût, nutrition, santé, environnement. Quelle éducation alimentaire face aux réalités d'aujourd'hui ? »

<http://alimentation-sante.org/Event/conference-quelle-education-alimentaire-face-aux-realites-daujourd'hui/>